

COMPTE-RENDU DU COMITÉ DE PILOTAGE UNITÉ NATIONALE CITOYENNE DU 22/06/2020

Le comité s'est réuni de 18 h 30 à 20 h en la présence des membres suivants :

Présence physique :

- Bernard Duchaussoy
- Dominique Jamet
- Jean-Christophe Lebert
- François Morvan
- Roland Sanviti

Visioconférence :

- Laurent Baron
- Ludovic Demathieu
- Michel Gateau

Suite à la crise du Covid 19, **Dominique Jamet** constate que la crise n'a pas été seulement sanitaire, mais d'identité : on s'est aperçus que la France n'était plus une grande puissance d'un point de vue industriel, sanitaire, monétaire, etc. Quelles vont en être les conséquences ? Huit jours avant le second tour des municipales, il juge acquises la défaite du parti présidentiel et une percée des écologistes. Cela conduira probablement à un remaniement ministériel et à partir de mi-juillet la campagne présidentielle aura commencé. Ce qui implique pour nous que nous retrouvions désormais au plus vite nos partenaires du Comité national de liaison (CNL) et leur demandions de réfléchir à un rapprochement plus coordonné, plus étroit et plus unitaire. Nous devons trouver ou soutenir un candidat qui aurait une chance d'être élu. Si le second tour offre de nouveau un face-à-face Macron / Le Pen, ou « qui que ce soit d'autre contre Le Pen, l'adversaire de Marine Le Pen sera élu sans problème. Personne ne se dégage pour l'instant. Michel Onfray vient d'ouvrir une porte précieuse pour le souverainisme en lançant le site et la revue Front Populaire, mais il n'a pour lui-même aucune ambition politique et c'est sans doute une bonne chose. Par ailleurs, un candidat souverainiste ayant en tête l'union des droites ou l'union des gauches aurait la certitude d'être battu. Notre candidat n'existe pas encore. Où est passée la majorité de 55 % du référendum de 2005, alors que l'opinion ne semble pas plus européiste qu'alors, loin s'en faut, même si les plans de relance à venir viendront peut-être jouer en faveur de l'UE... Dominique aimerait que nous en parlions ensemble.

J-C Lebert tempère en soulignant qu'en 2005 des mentalités pré-maastrichiennes étaient encore largement répandues, tandis qu'aujourd'hui, malgré toutes les critiques formulées à juste titre sur l'UE, les gens s'y sont habitués. L'héritage de 2005 a été bafoué, les gens croient encore moins à la démocratie et sont devenus beaucoup plus passifs. Même un an et demi de Gilets jaunes n'a pas fait bouger grand-chose. L'évidence est que nous n'avons personne pour 2022. Julien Aubert constate lui-même qu'il n'aura pas encore la stature pour atteindre ce but. Mais, l'associé de Michel Onfray a confié à Jean-Christophe que, s'ils n'avaient au départ aucune visée politique à travers Front Populaire et voulaient se cantonner au domaine des idées et des propositions (Dominique Jamet a d'ailleurs déjà publié un article sur le site FP), le succès foudroyant des abonnements et la profusion des propositions de contributions les incitaient à ne plus exclure la possibilité qu'il en sorte, à terme, un mouvement trans-partisan souverainiste et fédérateur. Quelqu'un pourrait émerger de là, devenir médiatique et se présenter. Mais pour 2022, même si les choses avancent dans le bon sens, ça paraît bien court. Il répond à **Laurent Baron**, dubitatif sur le fait que quelqu'un puisse sortir d'un chapeau et qui demande si Michel Onfray est en contact avec des politiques tels Julien Aubert par exemple, que oui Michel Onfray est en contact avec des politiques, dont Julien Aubert.

Dominique Jamet souligne que la revue Front populaire qui a déjà et en très peu de temps réuni plus de 26 000 contributeurs constitue un phénomène plus que positif et porteur d'avenir. Il compte se développer en dehors des partis traditionnels. Or tout candidat qui pourrait représenter quelque chose de nouveau aura des chances d'être élu. Les gens en ont assez des fonctionnements partisans traditionnels. D'ailleurs, même les candidats des partis traditionnels ne se présenteront pas comme candidat de leur parti.

Avec Front Populaire, il y a maintenant un point de repère du souverainisme qui assume le mot. Reste à savoir s'il ne va pas être torpillé : quand on dit qu'on est prêt à accueillir des gens de gauche, d'ailleurs, et de droite, les gens de droite disent généralement « Quelle bonne idée ! », mais les gens de gauche disent en général « Si les gens de droite viennent, alors je ne viens pas. » De plus, il a déjà été accusé par Le Monde, Libé, L'Obs et d'autres d'être phagocyté par la « fachosphère ». Des gens se disant souverainistes qui réagiraient ainsi feraient l'aveu que pour eux le souverainisme ne serait qu'une préoccupation secondaire et qu'ils ne seraient pas incommodés de voir Macron repasser ou Baroin, par exemple, devenir président...

François Morvan partage ce qui a été dit, mais revient sur la situation globale. Quand on demande si l'UE est satisfaisante, 70 % des gens disent non ; quand on demande si le pays est bien géré, 70 % des gens disent non ; quand on demande si le fait de n'avoir pas eu de masques, de gel, de tests et que rien n'ait été anticipé de la crise Covid est dû aux politiques qui ont été menées, 70 % des gens disent oui. Le constat est sans appel. Mais quand on leur demande si ça peut s'arranger, 70 % répondent non. Ils se sentent prisonniers d'un système immuable. Tout ce qui est discours médiatique est rejeté, sauf quand apparaît une *figure* de rebelle (Pr Raoult) qui n'est pourtant qu'une image creuse et éphémère. On en est là. Les gens ont une compréhension plus que floue de ce qui se passe, tout le reste n'est qu'hypothèse. Bien entendu le souverainisme n'est plus un gros mot, le président a même parlé une fois de souveraineté non pas européenne mais française. Ce qui n'empêche pas le fatalisme de la conscience collective. Il peut donc spontanément apparaître une personnalité qui aurait un impact, sans que ça aille jusqu'à un succès électoral ni ne résolve la crise politique. En l'état, la seule alternative à Macron est le centre droit. Il va se réclamer du souverainisme. Le grand problème est que son patriotisme économique consistera à appliquer les recettes de Macron en pire : pour que nos entreprises soient compétitives, il faudra travailler plus pour gagner moins.

En conclusion, bravo à Front Populaire, bravo au CNL, mais l'imaginaire du pays reste bloqué. Ce qui ne nous empêche pas de faire le job : il faut produire beaucoup plus en matière d'analyses, d'idées, de conférences web, de publications d'articles... Il faut faire un vrai travail d'éducation et de réflexion autour de nous. L'idée souverainiste est nécessaire mais pas suffisante. À l'intérieur de ce contenant il y a les enjeux écologiques, économiques, démocratiques, etc. Il faut aider à élaborer les réponses. « En politique, c'est comme en médecine : il y a des moments où on ne peut faire qu'attendre. Ce qui ne veut pas dire être passifs, mais attendre les résultats d'un traitement qu'on continue à appliquer. »

Dominique Jamet croit que si le laboratoire d'idées que représente Front Populaire connaît un succès grandissant et devient incontournable, il y a de fortes chances pour qu'en émane une candidature. Si cette candidature était celle de Michel Onfray lui-même ce serait une candidature de division supplémentaire car sa personnalité est trop clivante. Il faut savoir que l'establishment aura un candidat, qu'il s'appelle, Macron, Philippe, Baroin, Xavier Bertrand, Péresse ou autre... En face il n'y a personne : Mélenchon est fini, Le Pen n'a pas le niveau et ne gagnera pas, quant aux écologistes ils n'ont pas de leader et vont se déchirer à leur habitude. Il souhaite que nous nous associions au maximum à Front Populaire, lui-même faisant partie des contributeurs.

Michel Gateau redit son souhait d'une écriture de programme commun du souverainisme.

Dominique Jamet rappelle que **François Morvan** sera désormais plus disponible que par le passé. À défaut de programme *commun* des souverainistes, peut-être pourra-t-il collaborer à en écrire une ébauche que nous pourrions soumettre aux mouvements proches du nôtre et à la plateforme FP. Il en revient aux caractéristiques nécessaires à un candidat souverainiste futur : notoriété, sympathie, parcours qui aurait démontré la sincérité de ses convictions, des qualités de gestionnaire et de visionnaire, et un minimum d'expérience politique.

Ce portrait semble pour **Bernard Duchaussoy** être potentiellement celui d'Arnaud Montebourg. Le nom de Nicolas Hulot correspondrait également pour **François Morvan** aux caractéristiques énoncées, suite à l'interview parue dans le monde durant le confinement et qui dépasse largement les enjeux purement écologiques : rétablissement des frontières, arrêt du libre-échange au profit de l'échange juste. Pour **Dominique Jamet**, le portrait esquissé par lui correspondait effectivement à Arnaud Montebourg : il a quitté le PS, montrant sa clairvoyance, et son ministère, et démontrant ainsi la primauté de ses convictions sur son ambition personnelle, il n'est pas détesté à gauche et n'est pas haï à droite. Mais pour l'instant, Montebourg ne s'est pas déclaré candidat et nous n'en sommes qu'aux hypothèses. Le fait que ces deux personnalités correspondent à un portrait chinois des caractéristiques d'un présidentiable ne veut en aucun cas dire que l'un ou l'autre pourrait être « notre » candidat. Si nous devons contacter telle ou telle personnalité en vue des présidentielles, il conviendrait de le faire avec le CNL afin de représenter une force plus importante. **Ludovic Demathieu** avance le nom de Guillaume Bigot.

François Morvan apporte un élément à propos de l'idée de « souveraineté européenne ». Le plan de sortie de crise européen est soit à partager entre Etats qui souhaitent y participer, soit ce serait un plan partagé au niveau de l'Union, ce qu'appuie l'Allemagne. La commission pourrait alors emprunter elle-même sur les marchés pour ensuite distribuer aux Etats et le plan ne serait donc pas financé par la BCE. Ensuite, il y aurait un impôt européen pour rembourser l'emprunt. La commission aurait donc la possibilité de lever l'impôt. L'idée de la souveraineté européenne ne peut passer que par des pas fédéraux accrus. Dans ces conditions ni au niveau des 27 ni à celui des opinions publiques cela ne peut être accepté. C'est une fois de plus continuer à faire vivre les marchés financiers. Quand Macron a parlé de souveraineté nationale, sa langue a fourché. En réalité c'est la souveraineté européenne. Elle ne marchera pas auprès des pays de l'est de l'Europe pourtant assez conciliants sur le sujet de l'emprunt ni auprès du nord de l'Europe. Macron ne pourra pas remplacer souveraineté nationale par souveraineté européenne, tout simplement parce que ça ne fonctionnera pas. **Dominique Jamet** n'exclue de toute façon pas que Macron se trouve dans l'impossibilité de se présenter en 2021 et doit faire face d'ici là à une contestation plus importante encore que celle des Gilets Jaunes.

JC Lebert aborde le sujet du racialisme, du décolonialisme, de l'indigénisme et autres luttes intersectionnelles importées des USA depuis longtemps, mais que le grand public découvre suite aux réactions déclenchées par le meurtre de Georges Floyd. L'emballement aux USA va, entre autres, jusqu'à déclarer qu'il faut en finir avec la musique classique, musique de compositeurs blancs, donc musique raciste. Ou bien L'Oréal décidant de retirer de ses produits les termes faisant référence au « blanchiment » ou à la blancheur dans ses documents publicitaires en Asie. Ou encore la récupération de l'affaire Adama Traoré chez nous et la dénonciation d'un racisme qui serait systémique au niveau de l'Etat... Les exemples sont innombrables. Face à l'immigration subsaharienne et aux démographies africaines et afro-européennes de plus en plus andémiques, face à la racialisation des catégories sociales et face au désir de revanche d'une fraction grandissante de certaines communautés, ne serions-nous pas aux prémices de futures guerres ethniques dans les pays occidentaux ? **Dominique Jamet** pense que la question de l'immigration, celle de communautarisme ou l'éventualité nouvelle d'une guerre ethnique sera très liée aux prochaines campagnes électorales. Ces questions dépendront des gouvernements que nous aurons. Soutiendront-ils leur police et réprimeront-ils comme il le faudra les mouvements en question ? Sauront-ils réagir à la haine contre la France ? Quoi qu'il en soit, il ne faut évidemment pas voir dans les nombreux noirs de France autant d'Adama Traoré en puissance. Il n'en demeure pas moins vrai que le développement de la délinquance et de la haine de la France dans les milieux immigrés ou issus de l'immigration est dû à des gouvernements qui ont été incapables de résoudre les questions d'emploi, de logement, d'éducation, etc. On a laissé se créer des clusters communautaristes en France, c'est donc devenu un problème majeur et le soutien de ces communautés à un futur candidat à la présidence de la République sera lié à la façon dont il concevra le traitement de ces problèmes. **JC Lebert** relève néanmoins que de grands médias commencent à bouger dans le bon sens, au point que Télérama relève par dizaines hebdomadaires des interventions relevant soi-disant de la « fachosphère » sur Cnews, BFM, Marianne... Pour **François Morvan** il n'y a pas de base historique pour une guerre ethnique, à l'exception de la guerre d'Algérie. Mais le conflit Noirs contre Blancs est un conflit de banlieues de métropoles qui espèrent faire valoir des intérêts minoritaires, alors que la plupart aspirent profondément à l'unité. À Clichy où il est élu, il y a eu beaucoup de prières de rue et 30% de la population est d'origine maghrébine, pourtant la liste communautaire a fait 3% seulement aux municipales. Il affirme que si on dit à des Noirs, à des Musulmans « vous avez le droit d'être ce que vous êtes si vous êtes d'abord Français », alors on n'a plus de problème. Le communautarisme au sens politique ne menace pas le pays, ce qui le menace c'est la faiblesse de l'oligarchie qui caresse dans le sens du poil des banlieues qui servent aux métropoles mondialisées de réservoir de main d'œuvre à bon marché et parfois de réserve électorale. Le racialisme ne fonctionnera pas. La question des violences policières est différente, et s'exerce souvent contre des Blancs, car la politique gouvernementale les favorise à travers une logique d'affrontement, mais c'est un autre sujet. **Dominique Jamet** apporte les nuances suivantes : dans certains milieux on se croit à la veille d'une guerre ethnique car ils subissent une sur-représentation des excités, des dingues et des gauchistes fous. Ce sont les milieux de la culture et des médias : ils sont pourris (Télérama, l'Obs, Libé) et voudraient pousser à la roue vers les conflits. Heureusement, l'immense majorité des Noirs ne sont pas à ce diapason-là. Et enfin, les Maghrébins se foutent complètement de ce qui arrive aux Noirs. Il faudrait, pour remettre les pendules à l'heure, rappeler que l'esclavage par les Musulmans c'est 17 millions d'esclaves, par les Blancs c'est 14 millions et par les Noirs c'est 11 millions. Quant au traitement de l'affaire Traoré, nous avons un gouvernement d'incapables : il suffirait d'un procès que la polémique s'effondre, au

lieu de ça on laisse Assa Traoré mettre dans les têtes que son frère a été assassiné dans un pays où il n'y a pas de justice. Ce serait pourtant tellement simple d'accélérer le cours de la justice (Cf. affaire Fillon...)

Il est décidé que la prochaine réunion du Comité national de liaison aura lieu le 8 juillet, que le prochain comité de pilotage aura lieu à la rentrée et que nous déciderons dans la foulée d'une date proche pour l'assemblée générale de l'UNC.